

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 86 (1945), p. 270-288

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1945__86__270_0

© Société de statistique de Paris, 1945, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

BIBLIOGRAPHIE

A la recherche d'une discipline économique, tome I (1943) (un fort volume, chez l'auteur). — *Économie pure et Rendement social* (*Annales des Mines et des carburants*, etc., une brochure au Sirey, 1945). — *Prolégomènes à la reconstruction économique du monde* (*Revue Économique et Sociale*, novembre 1945), par Maurice ALLAIS, ingénieur du corps des Mines, directeur du Bureau de Documentation minière.

INTRODUCTION

C'est au grand public que notre collègue Maurice Allais destine ses deux plus récentes publications.

L'auteur nous donnait, il y a deux ans, le tome I d'un remarquable traité de sciences économiques, théoriques et appliquées, pour lequel cinq autres volumes étaient prévus;

ce premier travail se limitait à l'étude théorique d'une économie fermée et de compte, précédée d'une introduction éclairant l'ensemble de l'œuvre; l'économie appliquée devait occuper les tomes V et VI. L'ouvrage est conçu sur le modèle d'un traité de sciences physiques et réalise une vaste synthèse des observations dues à l'esprit de finesse des économistes, des méthodes de raisonnement de l'Économétrie, enfin des très intéressantes conceptions propres à l'auteur.

Celui-ci n'a conçu son économie théorique qu'en vue des applications : il est venu aux sciences économiques à l'époque où chacun se préoccupait des moyens de sortir de la crise de 1931. Mais son œuvre exigera pour être menée à terme un travail considérable réparti sur de longues années. Tirée à un nombre d'exemplaires très limité et d'un aspect particulièrement hermétique en raison de notations mathématiques compliquées, elle risquerait, de toutes façons, d'être peu lue et de mal se prêter à la diffusion des idées maîtresses de M. Allais. Or celles-ci sont devenues plus que jamais d'actualité, tant en raison des nationalisations décidées ou projetées que du désir généralement exprimé du retour à la liberté en matière de rationnement. L'auteur s'est ainsi trouvé conduit, d'une part, à exposer dans la *Revue Économique et Sociale* sa position touchant ces problèmes actuels et même, d'une façon plus générale, à définir la doctrine de politique économique à son sens la seule raisonnable et à laquelle nous sommes enjoint d'adhérer; d'autre part, à présenter dans la petite brochure éditée au Sirey l'énoncé et la démonstration extrêmement simplifiés du théorème du *rendement social maximum* inclus au chapitre IV du tome I de son traité, ce théorème constituant la principale contribution personnelle de M. Allais à l'économétrie et le point de départ de ses conceptions pratiques.

PREMIÈRE PARTIE

Rappelons d'abord très sommairement le plan du tome I de *A la recherche d'une discipline économique*.

Les sciences physiques servant de modèle, les bases du raisonnement sont fournies par l'observation, où les économistes classiques sont depuis longtemps passés maîtres; en revanche leur dialectique conduisant à soutenir les thèses les plus contradictoires est à rejeter; car seul le raisonnement mathématique permet des déductions rigoureuses, en dehors de quelques cas où les relations fonctionnelles se réduisent à des variations proportionnelles. M. Allais se range donc dans la lignée de Cournot, Pareto, Walras et Divisia, dont il va chercher à améliorer les méthodes.

Au premier chapitre s'introduit précisément un postulat, dit de la *prévision parfaite* (dont la paternité reviendrait à Irving Fisher) qui permettra à M. Allais d'écrire les lois économiques en fonction du temps, de faire de la dynamique économique là où ses prédécesseurs ne faisaient que de la statique. Ce postulat, qui ne vaut que pour une courte période et en première approximation, s'énonce comme suit : « A un instant donné, tout individu et toute entreprise ont une connaissance exacte de l'évolution future des caractéristiques psychologiques et techniques de l'économie ».

Les autres postulats, posés au même chapitre, en particulier celui de la « concurrence parfaite », sont ceux de l'économie libérale classique. Leur ensemble définit une économie schématique, analogue aux systèmes indéformables, aux masses sans volume et aux liaisons sans frottement de la mécanique rationnelle; le passage de l'économie théorique à l'économie appliquée exigera les mêmes réserves que celui de la mécanique rationnelle à la mécanique appliquée.

On retrouve (au chapitre II) les notions classiques d'économétrie reprises et étendues par l'auteur; ainsi les indices différentiels de prix et de quantum (de M. Divisia) servent à définir une échelle des « prix vrais »; et la fonction de satisfaction d'un consommateur, accouplée à la notion nouvelle de fonction de production, permet d'envisager une économie théorique plus proche de la réalité que l'*économie Walrasienne*, où les produits s'échangent sans se consommer ni se fabriquer.

Le système économique, comme le système matériel de la mécanique, est défini à l'aide d'un double jeu de paramètres : les prix et les quantités; mais l'analogie n'est pas poussée jusqu'à introduire la notion de force et des équations différentielles du deuxième ordre. La loi fondamentale de cette dynamique est que chaque individu se comporte de manière à donner à sa satisfaction S la valeur maximum compatible avec les liaisons, pendant que chaque entreprise tend à rendre maximum son revenu. Cette loi conduit à écrire des équations aux dérivées partielles du premier ordre (des satisfactions S de tous les individus). Mais les paramètres ne prennent pas instantanément les valeurs prescrites; ils ont une inertie plus ou moins grande, surtout les paramètres d'entreprises : par exemple toutes les entreprises ne peuvent changer instantanément d'outillage. D'où l'existence d'effets primaires (instantanés) et d'effets secondaires (ou reculés). Alors l'étude générale du mouvement d'un système économique s'avère en fait très difficile.

La dynamique de l'équilibre (chap. IV) est plus fructueuse que la dynamique du déséquilibre (chap. III). L'auteur se préoccupe surtout de savoir si, à structure constante, le système économique tend vers un équilibre stable, problème qu'il ne réussit pas à élucider. L'observation des faits montre qu'une sorte de loi du déplacement de l'équilibre fonctionne pour chaque marché élémentaire, pour chaque individu ou entreprise : la loi

de l'offre et de la demande. En effet, si un prix augmente, la demande diminue ce qui tend à ramener le prix vers la position de départ; de même l'offre est incitée à croître. Pourtant dans la réalité on observe non un équilibre mais une évolution continue qui tient pour une part au changement de structure de l'économie, mais qui peut être aussi, après tout, une conséquence de la loi de la dynamique. Après avoir établi rigoureusement l'existence de l'équilibre stable en *économie walrasienne* (cas où il y a une fonction des forces, dirait-on en mécanique), l'auteur souligne en toute probité que, si le même équilibre lui paraît, dans tous les cas, très probable, il n'est pas encore possible de le démontrer dans l'état actuel de la science.

Le cas d'un système en équilibre, état idéal, a une grosse importance théorique : lorsque les conditions de structure évoluent lentement et avec elles la position d'équilibre, le système s'adapte pour rester toujours au voisinage de l'équilibre. Dans les conditions d'équilibre, on retrouve, en régime de concurrence parfaite, la loi du coût marginal et on découvre l'énoncé rigoureux et la démonstration du *théorème du rendement social* que présentait Pareto et dont il sera question plus loin.

Le chapitre V concerne le travail, c'est-à-dire les salaires, le chômage, et le problème de l'efficacité sociale. Le chapitre VI est relatif à la terre, c'est-à-dire à la rente foncière; on gagne en généralité en complétant les équations à l'aide d'une *fonction de transport*, tenant compte de l'éloignement des lieux de production et de consommation, analogue à la *fonction de production* de l'entreprise ou à la *fonction de satisfaction* du consommateur. Des chapitres sur le Capital et sur l'État sont prévus au tome II.

Parmi les passages les plus importants de l'ouvrage, on mentionnera la théorie de la valeur (au chap. III), — la valeur s'exprimant par une formule d'amortissement à long terme de mathématiques financières, — la critique des diverses théories de la valeur (au chap. IV), des salaires (au chap. V), de la rente (au chap. VI). D'une façon générale, les théories marginalistes encourent le défaut de constater sans rien expliquer; et les théories socialistes sont incomplètes ou erronées. Par exemple la *loi d'Aïrén* est correcte en tant qu'effet primaire; mais l'effet durable d'un accroissement de salaires est l'hygiène et le « Birth control », c'est-à-dire exactement le contraire de l'effet primaire. De même la théorie marxiste de la valeur consiste à appeler *valeur* ce que Allais définit comme étant la *laborité*, grandeur qui n'a aucune raison de coïncider avec la *valeur*.

Ceci n'empêche pas d'ailleurs l'auteur d'accepter les mesures les plus « avancées » comme la nationalisation des terres, des monopoles, la suppression de l'héritage. Nous verrons que sa position politique est suffisamment nuancée pour s'accommoder de tout régime qui ne conduit pas à l'asservissement de la pensée et ne considère pas que des administrations totalement dépourvues d'efficacité soient un modèle à donner à l'industrie et au commerce.

DEUXIÈME PARTIE

1. Venons-en donc à la question du *rendement social*. Comment définira-t-on un état économique préférable aux autres? On songe d'abord à appeler ainsi un état pour lequel la somme des satisfactions des individus est maximum; mais ajouter les satisfactions d'individus différents n'a à proprement parler aucun sens. Pour éviter de comparer entre elles les satisfactions d'individus différents, on considère qu'un état non supérieur est un état à partir duquel il est possible d'accroître la satisfaction d'au moins un individu sans diminuer celle des autres. Au contraire, l'état supérieur sera celui où l'on ne peut accroître la satisfaction d'un consommateur sans réduire celle d'au moins un autre; on dit alors que le *rendement social est maximum* bien qu'il ne soit pas, en fait, possible de définir quantitativement un rendement social. Les variations de satisfaction dont il s'agit sont celles résultant d'une variation des paramètres compatible avec les liaisons.

2. On raisonne naturellement sur un système schématique qu'on suppose ici formé de consommateurs (*i*), de biens (A) (B)..., de travail (X) et de terre (U) (le traité présente d'ailleurs un schéma moins grossier).

La quantité de bien A est obtenue à l'aide de la quantité de travail X_A sur la terre U_A et l'on a $A = f(X_A, U_A)$ où f est la fonction de production. Si l'on admet que la technique de production de A est « parfaitement différenciée », c'est-à-dire constituée par la juxtaposition d'une infinité de techniques identiques, on peut établir alors que la fonction f est homogène et du premier degré, de sorte que la relation d'Euler s'écrit :

$$f(X_A, U_A) \equiv X_A f'_{X_A} + U_A f'_{U_A}$$

On le supposera de même pour $B = g(X_B, U_B)$, et il viendra :

$$g(X_B, U_B) \equiv X_B g'_{X_B} + U_B g'_{U_B}$$

Le consommateur (*i*), de son côté, absorbe les quantités $A_i, B_i, \dots$ de produits, fournit la quantité X_i de travail et possède la surface U_i de terre. Il vient tout d'abord (en écrivant que les biens produits sont consommés) :

$$\begin{array}{ll} A = \sum A_i & ; \quad U_A + U_{B_i} \dots = \sum U_i \\ B = \sum B_i & ; \quad X_A + X_{B_i} \dots = \sum X_i \end{array}$$

ce qui suppose l'absence de stocks et de travail gratuit dans le schéma.

Soit en outre $a, b, \dots$ les prix des biens, x celui du travail, u celui de l'usage de la terre. Il vient (en écrivant que les recettes sont égales aux dépenses) :

$$a.A_i + b.B_i = x.X_i + u.U_i$$

ce qui suppose l'absence d'épargne.

Les équations précédentes sont valables quelque soit le comportement des entreprises, et des individus, et quelque soit l'état du système économique.

3. Supposons que l'on écrive à présent les lois de l'économie libérale, à savoir :

α) que chaque individu se comporte de façon à obtenir le maximum de satisfaction; donc, si la satisfaction de (i) est S_i (A_i, B_i), on a :

$$dS_i \equiv \frac{\partial S_i}{\partial A_i} dA_i + \frac{\partial S_i}{\partial B_i} dB_i = 0 \text{ pour } a \cdot dA_i + b \cdot dB_i = 0$$

d'où :

$$\frac{\frac{\partial S_i}{\partial A_i}}{a} = \frac{\frac{\partial S_i}{\partial B_i}}{b} \dots \dots \dots (\alpha)$$

β) que chaque entreprise se comporte de façon à obtenir le revenu maximum; donc le revenu de l'industrie du bien (A) étant :

$$R_A \equiv af(X_A, U_A) - xX_A - uU_A$$

on a :

$$dR_A \equiv (af'_{X_A} - x) dX_A + (af'_{U_A} - u) dU_A = 0$$

d'où :

$$\left. \begin{aligned} \frac{1}{a} &= \frac{f'_{X_A}}{x} = \frac{f'_{U_A}}{u} \dots \dots \dots \\ \frac{1}{b} &= \frac{g'_{X_B}}{x} = \frac{g'_{U_B}}{u} \dots \dots \dots \end{aligned} \right\} (\beta)$$

de même :

Lorsque le système est en équilibre, les équations (α) et (β) sont vérifiées.

4. Supposons au contraire que l'on écrive les conditions pour que le système ait un rendement social maximum. En admettant que S_i reste constante sauf pour $i = 1$, S_1 doit être maxima. On écrira donc que :

$$dS_1 = 0$$

pour les variations compatibles avec les liaisons (extremum lié); ce qui, avec la méthode des multiplicateurs, conduit aux équations suivantes : d'abord :

$$(\lambda_1 dS_1 + \lambda_2 dS_2 \dots + \mu_1 d(A - \Sigma A_i) + \mu_2 d(B - \Sigma B_i) \dots + \xi d(U_A + U_B \dots - \Sigma U_i) + \eta d(X_A + X_B \dots - \Sigma X_i) + \zeta_1 d[af(X_A, U_A) - A] + \zeta_2 d[bg(X_B, U_B) - B] \dots \equiv 0$$

ou :

$$\begin{aligned} & dA(\mu_1 - \zeta_1) + dB(\mu_2 - \zeta_2) \dots \\ & - \Sigma dA_i \left(\mu_1 - \lambda_1 \cdot \frac{\partial S_1}{\partial A_i} \right) - \Sigma dB_i \left(\mu_2 - \lambda_2 \cdot \frac{\partial S_2}{\partial B_i} \right) \\ & + dX_A(\eta + \zeta_1 \cdot f'_{X_A}) + dX_B(\eta + \zeta_2 \cdot g'_{X_B}) \dots \\ & + dU_A(\xi + \zeta_1 \cdot f'_{U_A}) + dU_B(\xi + \zeta_2 \cdot g'_{U_B}) \dots \quad \quad \quad \equiv 0 \end{aligned}$$

(Il est en effet possible de voir que les quantités U_i et X_i ne doivent pas être considérées comme des variables mais comme des constantes.)

En éliminant les multiplicateurs, on trouve les conditions :

$$\begin{aligned} \left(\frac{1}{\lambda_i} \right) \frac{\frac{\partial S_i}{\partial A_i}}{\mu_1} &= \frac{\frac{\partial S_i}{\partial B_i}}{\mu_2} \dots \text{(quel que soit } i) \\ - \frac{1}{\zeta_1} &= \frac{f'_{X_A}}{\eta} = \frac{f'_{U_A}}{\xi} \quad - \frac{1}{\zeta_2} = \frac{g'_{X_B}}{\eta} = \frac{g'_{U_B}}{\xi} \text{ (pour } A, B \dots) \end{aligned}$$

On remarque qu'en posant

$$\begin{aligned} \zeta_1 &= \mu_1 = a; \quad \zeta_2 = \mu_2 = b \dots \text{ d'une part,} \\ - \eta &= x, \quad - \xi = u \quad \text{d'autre part,} \end{aligned}$$

les équations précédentes (du rendement social maximum) coïncident avec les équations (α) et (β) de l'économie libérale. Ce remarquable résultat s'énonce comme suit :

Théorème du rendement social : Pour que le rendement social soit maximum, il faut et il suffit qu'il existe (explicitement ou implicitement) un système de prix ($x, u, a, b, \dots$) équivalent à celui qui serait réalisé par la libre concurrence des entreprises et le libre choix des individus (dans les mêmes conditions matérielles et démographiques).

Pour la démonstration qui tient compte des monopoles ou pour celle relative aux conditions du deuxième ordre du maximum, on se reportera au traité.

TROISIÈME PARTIE

L'auteur tire rapidement de la théorie des conséquences pratiques très importantes et qui paraissent parfois assez paradoxales. En fait, leur portée nous échappe un peu, car nous pensons toujours à la situation présente, alors que l'auteur n'envisage en fait qu'une période de stabilité dont nous sommes très loin. Sans doute admet-il que sa théorie n'est pas valable pour les époques de guerre et de révolution où « il faut nécessairement recourir à une organisation plus ou moins militaire de l'économie », sans doute reconnaît-il qu'elle ne s'applique ni en période de déflation (où les meilleures entreprises peuvent manger de l'argent), ni en période d'inflation (où les plus mauvaises en gagnent), mais il n'insiste pas assez, semble-t-il, sur l'importance de toutes ces restrictions pour le Français du xx^e siècle.

1. Le choix de postulats et de lois sur lesquels repose la théorie est conforme à la tradition de l'école libérale, c'est-à-dire aux observations faites au cours du xix^e siècle. M. Allais pense que la liberté économique répond aux besoins profonds de la nature humaine. Il ne peut nier, croyons-nous, que des consommateurs aient eu d'autres soucis que de rendre chacun leurs satisfactions maxima, des entreprises d'autres buts que de porter au maximum leur revenu; mais sans doute met-il ces phénomènes au compte « de la guerre et de la révolution » et juge-t-il avec quelque sérénité que les ouvriers des usines de chars russes reprendront vite la mentalité de l'*homo œconomicus*, la paix revenue. En tous cas, reconnaissons-le sincèrement, beaucoup d'observations que chacun fera avec lui en ce moment plaident pour sa thèse :

« Les hommes découvrent que, plus ils organisent, plus la désorganisation est générale, — que plus ils dirigent les affaires, moins elles se laissent diriger. ...En essayant de régler la vie d'un peuple, on multiplie le nombre des appétits et des résistances égoïstes et isolées. »

« Le planisme ...est amené... à multiplier les contraintes à faire appel à la force et à supprimer toute libre critique. »

Voici enfin la profession de foi libérale de M. Allais :

« Quoi que l'on dise, quoi que l'on conseille, l'intérêt individuel, dont le jeu implique la liberté économique, demeurera le moteur unique parce qu'il se rattache à l'instinct de conservation, qui est à la base de la nature humaine et qu'aucune philosophie n'y pourra rien changer. »

2. Le théorème du rendement social fait partie de la dynamique de l'équilibre. L'équilibre économique est nécessaire en économie libre pour que le rendement social soit maximum. Si l'on part d'une situation déséquilibrée et qu'on la laisse tendre vers la position d'équilibre dont l'auteur admet l'existence, on peut aboutir à une situation détestable du point de vue pratique : la vente libre en période de disette entraîne une hausse catastrophique des prix.

Ainsi l'optimum ne sera pas, en pratique, d'obtenir à tout prix les conditions du rendement social maximum, si l'on craint qu'un tel système répartisse très inégalement les biens à consommer entre les individus. On lui préférera certainement un système procurant à tous des quantités de biens sensiblement égales, même si la satisfaction de certains pouvait être améliorée. Car l'opinion publique ne se soucie guère de permettre à une minorité d'améliorer sa satisfaction, même si cela ne doit pas amoindrir celle de la majorité.

En fait l'auteur a montré qu'il était parfaitement possible de modifier la répartition des richesses de façon à obtenir un état de rendement social maximum ne présentant pas les particularités que nous appréhendons. Ainsi des réformes sociales extrêmement hardies seraient actuellement nécessaires, si l'on voulait revenir à la liberté économique. Mais Allais ne pense guère que le public soit assez évolué pour admettre alors les conditions de cette liberté; ainsi risque-t-on, dans cette voie, de rester encore longtemps loin du maximum de rendement social.

3. Reste à voir pourquoi l'état optimum ne pourrait être obtenu hors de la liberté économique, par planisme. La raison fournie par l'auteur est que la détermination des paramètres de l'état de meilleur rendement social nécessiterait la résolution d'un système de millions d'équations à des millions d'inconnues, et qu'en réalité les planistes accumulent les statistiques bien inutilement, puis prennent leurs décisions sur des impressions plus ou moins fondées. Au contraire, il suffirait d'être en liberté pour que le système économique s'ébranle de lui-même dans la bonne direction et vienne s'y fixer en quelques oscillations.

On objectera tout d'abord que l'état optimum bien compris peut demander de grands investissements de travail en biens de production, comme ceux des plans quinquennaux russes; on doute que le désir de rendre maximum la satisfaction ait jamais poussé quel-

qu'un à se priver à ce point de biens de consommation présents. On pensera aussi qu'en domestiquant en quelque sorte le libéralisme pour se diriger *dans la direction que l'on veut* mais le plus loin possible, c'est-à-dire presque au rendement social maximum, le dirigisme qui réussit est peut-être moins empirique et plus efficace que les réformes des codes de lois (« l'organisation de la liberté économique dans le cadre de la loi ») qui paraissent une panacée à l'auteur sans doute trop confiant à l'égard des juristes.

QUATRIÈME PARTIE

M. Allais prend donc fermement position, en théorie, contre le planisme, dogme de notre temps en opposition formelle avec la science économique nouvelle : « En réalité, le dilemme entre laisser-faire et planisme... constitue certainement une des plus graves erreurs de notre temps. » Et il lui est facile de brosser ce tableau où nous nous reconnaissons : « Réformateurs et dirigeants ouvriers, sans programme déterminé, sans vues générales ou à longue échéance; seul le principe du recours en toutes choses à l'autorité de l'État est admis d'une manière universelle et permanente. Dans son application, il n'y a partout qu'empirisme et improvisation quotidienne. »

Mais son principal reproche est que cette situation « rend impossible la réalisation de toute économie efficiente ». Il n'est pas plus tendre d'ailleurs pour l'ancienne école :

« En se refusant à voir les abus profonds de la société dans laquelle ils vivaient, les libéraux ont été amenés à soutenir que les conditions de la vie matérielle n'étaient que secondaires et que seul importait le développement de notre vie spirituelle. Philosophie qui consistait à prêcher à des affamés les bienfaits de l'ascétisme, alors que l'on a soi-même le ventre plein. »

Ainsi des soi-disant *sciences morales* sont sorties deux « doctrines également erronées, formes intermédiaires dans lesquelles des éléments de vérité se mêlent à des éléments de mensonge monstrueux. » Et l'auteur demande, en terminant, au lecteur de « se dégager des conceptions extrémistes insuffisamment analysées qui sont encore universellement admises et qui, chez les uns et les autres, ne sont que les manifestations du même esprit simpliste et de la même insuffisance intellectuelle. »

D'ailleurs « la théorie planiste est à la mode dans la pensée contemporaine et c'est elle qui guide la conduite des politiciens de notre temps ». Et même « les grands capitalistes sont profondément imbus des principes de la planification autoritaire et centralisée » (tarifs protecteurs, concentration des sociétés, suppression de la concurrence); alors que « sur le plan de la seule technique économique, une société collectiviste *politiquement évaluée* réaliserait probablement mieux et plus rapidement les conditions économiques de rendement social maximum que notre société capitaliste actuelle même réformée ».

En somme le programme économique positif de M. Allais se condense dans le slogan « liberté économique dans le cadre de la loi ». Et comme il le dit nettement :

« L'organisation de la liberté économique dans le cadre de la loi n'implique pas nécessairement une économie de propriété privée.

« La condition essentielle de la liberté économique, c'est l'autorité toute puissante de l'État, seul capable de maîtriser, dans l'intérêt général, les monopoles et les coalitions d'intérêts économiques. »

Ainsi, tournant ses regards vers les Alliés, l'auteur voit-il, dans des économies de guerre qui ont réussi à obtenir une pareille efficacité, une raison d'espérer l'abandon prochain des tentatives faites pour diriger toutes les opérations de la vie économique d'un pays.

« L'économie soviétique a peu à peu évolué vers une économie de salaires différenciés et à comptabilités d'entreprises autonomes. Elle n'a, en fait, réussi que dans la mesure très grande où elle a fait appel aux principes de l'économie concurrentielle. » « L'économie libérale anglo-saxonne, comprenant que le laisser-faire à lui seul ne menait qu'à l'anarchie, n'a cessé de s'éloigner du libéralisme manchestérien, de transformer le régime de sa propriété et de réglementer le jeu de la liberté économique, tout en le maintenant dans son principe. » Ainsi « des systèmes jugés absolument contradictoires et incompatibles sur le plan des idées arrivent peu à peu, sous la pression des nécessités, à se traduire, sur le plan des faits, par des réalisations qui tendent vers le même type. »

P. THIONET.

* * *

Cours de statistique appliquée aux affaires. T. III : « Statistiques économiques générales : 1° Le flux des produits. Production, distribution, consommation », par M. Michel HUBER. Un volume, Hermann, Paris, 1944.

Notre ancien Président, M. Michel Huber, poursuit la publication de son « Cours de statistique appliquée aux affaires », qu'il a professé jusqu'en 1943-1944 à l'Institut de Statistique de l'Université de Paris. Ce cours a été scindé en deux depuis novembre 1944 : les leçons concernant les statistiques d'entreprises sont professées par notre collègue M. Hénou; c'est le signataire de ces lignes qui a eu l'honneur de succéder à M. Huber pour la partie du cours traitant des statistiques économiques et sociales (étude du milieu économique).

Le cours de M. Huber comprendra cinq volumes des « Actualités scientifiques et industrielles ». Le premier volume : « La statistique et les affaires privées », publié dans le courant de l'année 1943, a été analysé dans le Journal de la Société de novembre-décembre 1943. Le second volume : « Éléments de technique statistique » a vu le jour à la fin de 1943 et a fait l'objet d'un compte rendu dans le Journal de juillet-août 1944. En raison des circonstances, le troisième volume, bien qu'il soit daté de 1944, n'a pu être publié qu'au milieu de 1945.

Il n'est pas besoin d'attendre la publication du tome IV (seconde partie des « Statistiques économiques générales », traitant du coût des produits et services, prix, salaires, capitaux), pour se rendre compte que l'ouvrage de M. Huber apporte une contribution exceptionnelle à l'étude des statistiques économiques. L'expérience professionnelle de l'auteur, sa longue collaboration aux divers organismes internationaux de statistique, et aussi un labeur acharné lui ont permis de rassembler, dans un nombre de pages relativement réduit, une documentation extrêmement précise et abondante que l'on ne pourrait atteindre par ses propres moyens, qu'au prix de recherches longues et pénibles et parfois incertaines. Certes, les événements de ces dernières années ont bouleversé les conditions de l'observation économique, ont entraîné des modifications profondes dans l'organisation des services de statistique d'un grand nombre de pays et les publications correspondantes, mais le cours de M. Huber qui tient compte, dans la mesure du possible, de l'état de choses existant vers 1941-1942, reste une source d'informations hors de pair en ce qui concerne les méthodes d'une part, et les principaux résultats obtenus d'autre part (au point de vue théorique et au point de vue pratique) jusqu'au début des hostilités.

Les différents chapitres du tome III traitent tour à tour des méthodes, des réalisations des principaux pays (et surtout naturellement de la France) dans le domaine considéré et, le plus souvent, des recommandations des divers organismes internationaux ayant spécialement étudié la question (B. I. T., S. D. N., Institut International de Statistique, Comités d'experts statisticiens, etc...); mention particulière doit être faite des dispositions de la Convention de Genève de 1928 sur les statistiques économiques. Les indications bibliographiques sont à la fois précises et abondantes.

Le chapitre I constitue un aperçu de la documentation statistique générale sur les questions économiques; il contient des indications sur l'organisation des services officiels de statistique, des instituts de conjoncture et des sociétés de statistique des principaux pays; il fait une grande place aux organismes internationaux susvisés, et résume les efforts des dernières années en vue d'assurer une bonne comparabilité des statistiques internationales.

Le chapitre II est relatif à la production primaire : pêche et chasse, production forestière, production agricole, production minérale. Il y a lieu de noter que, depuis la publication du cours de M. Huber, l'enseignement des statistiques agricoles a été très largement développé à l'Institut de statistique, qui comporte maintenant, en plus du cours de statistiques économiques, des conférences spécialement consacrées aux statistiques agricoles et aux méthodes statistiques appliquées aux sciences biologiques et à l'expérimentation agricole.

Le chapitre III concerne la production industrielle; on notera le développement donné, d'une part, aux considérations relatives aux recensements professionnels, et, d'autre part, aux indices de la production industrielle, qui ont pris une si grande importance au cours de la période entre les deux guerres.

Le chapitre IV traite des statistiques du commerce. Il contient en particulier une analyse très pénétrante des difficultés de comparaison des statistiques commerciales d'un pays à l'autre.

Le chapitre V est consacré à divers indices de l'activité économique : activité de la main-d'œuvre; Emploi de l'outillage; Consommation d'énergie; Activité des transports et communications; Création, existence et disposition des entreprises.

Le dernier chapitre traite des consommations et des stocks.

La consultation de l'ouvrage, rédigé avec toute la clarté habituelle à l'auteur, est facilitée par une table alphabétique de noms d'auteurs et principales matières. Un tel travail sera certes grandement profitable aux économistes, aux statisticiens, même éprouvés, qui auront beaucoup à apprendre, aux hommes d'affaires, à tous ceux qui s'occupent de statistique à quelque titre que ce soit. Mais nous songeons aux services inestimables qu'il pourra rendre aux jeunes statisticiens débutants; qu'il nous soit permis d'évoquer ici des souvenirs personnels; il y a plus de quinze ans déjà, le candidat reçu au concours de la Statistique générale de la France avait le sentiment d'être un peu perdu au début de sa carrière parmi la masse des documents de la bibliothèque; malgré les conseils des dirigeants d'alors, il avait souvent beaucoup de mal à trouver rapidement les éléments essentiels dont il avait besoin pour mener à bien les travaux à lui confiés; il est sûr que cet apprentissage un peu rude, mais au fond bienfaisant, faisait partie de la formation du néophyte, tout en entraînant sans doute une certaine perte de temps. Nous n'irons pas jusqu'à dire que l'ouvrage de M. Huber épargnera tout effort aux jeunes chercheurs, mais il leur permettra d'orienter rapidement leurs recherches, et de se mettre facilement au courant des données éventuelles (à la fois quant aux méthodes et aux résultats) dont on peut disposer. C'est une des raisons pour lesquelles nous souhaitons que, malgré des conditions matérielles très difficiles, la publication complète du cours de M. Huber puisse rapidement être menée à bonne fin.

R. RIVET.

Après la paix. La reconstruction économique (Esquisses et réflexions), par Jean LESCURE, 1943.

Guerre et crises économiques face au chômage, par Jean LESCURE, 1944.

(Collection d'études économiques : Nos XIX et XXI. Librairie générale de Droit et de Jurisprudence).

Ces deux petits livres de M. le professeur Lescure sur la reconstruction économique d'après-guerre sont riches d'enseignement car ils étudient d'un point de vue purement objectif, des problèmes dont l'obscurité est constamment accrue par les luttes d'intérêts.

Au point de vue économique, la fin de cette guerre pose dans le monde entier et pour l'ensemble de l'activité économique le problème d'adaptation de l'offre à la demande.

Dans l'étude la plus récente, l'auteur procède à un classement théorique des déséquilibres dus à la première guerre mondiale se reliant à ses importants travaux sur les cycles économiques et en tire des principes d'action en face des événements actuels. L'autre étude repose de façon moins immédiate sur les faits et expose plutôt les réflexions de l'auteur sur les possibilités d'organisation économique.

Les perturbations de l'économie de paix de la fin du XIX^e et du XX^e siècles dues à l'inadaptation de l'offre à la demande sont, d'une part, les crises cycliques atteignant le secteur des moyens de production (industries lourdes, bâtiment), d'autre part, les crises du secteur des biens de consommation et plus spécialement les crises agricoles. La situation économique devient critique lorsque crises industrielles et crises agricoles sont simultanées, comme ce fut le cas après la grande guerre.

A côté de ces fluctuations, la guerre présente, du point de vue économique, deux aspects différents : la conjoncture de guerre dans laquelle la demande privée est remplacée en partie par les commandes soldées par l'État avec les impôts et surtout son crédit : « Il se produit alors une illusion de la prospérité par le crédit et une réalité de l'appauvrissement par les destructions. »

La conjoncture de retour à la paix : tantôt conjoncture de réparations comportant d'énormes commandes aux industries de biens de production, commandes qu'il serait préférable de faire aux pays dont l'industrie a été développée par la guerre permettant une livraison rapide, à bon compte, et en évitant un accroissement des industries de biens de production fait au détriment de l'équilibre économique futur. Tantôt conjoncture de retour à la paix avec absence de réparations : les pays d'industries anciennes qui se sont consacrés à la production de guerre doivent reconquérir leurs débouchés extérieurs, les pays économiquement développés grâce à la guerre doivent trouver un substitut au brusque arrêt de la demande causé par la cessation des opérations militaires.

Comme l'économie de paix, l'économie consécutive à la guerre pose le problème d'adaptation de l'offre à la demande et de résorption du chômage. Le chômage, qui a ainsi des causes économiques, ne doit pas être considéré comme un risque social à traiter par l'assurance, mais doit disparaître grâce à une organisation économique donnant du travail à tous.

Devant ces problèmes, M. Lescure nous fait part de ses réflexions plutôt que de nous donner des solutions infaillibles qui devraient tenir compte de toutes les incidences sociales et économiques et comme telles ne semblent pas encore à l'échelle de l'esprit humain.

Pour l'auteur, l'équilibre économique ne peut provenir que d'une organisation économique active chiffrant la demande et en déduisant l'offre à produire pour la satisfaire. Cette organisation doit écarter tout esprit de système, reconstruire en évitant toute création inutile et utiliser au maximum tout ce qui existe aussi bien au point de vue international qu'au point de vue national. En tout état de cause, si l'adaptation de l'offre à la demande des produits, nationale et internationale, ne suffit pas à résorber le chômage, celui-ci doit être nécessairement vaincu par une politique de grands travaux, car : « de même que tout vaut mieux, l'abus du crédit compris, que la défaite en cas de guerre, tout est préférable au chômage après la paix » : les phénomènes monétaires et financiers sont des phénomènes seconds.

La question du plein emploi passe ainsi au premier plan des problèmes économiques pour M. Lescure, comme pour de nombreux auteurs modernes, mais les conditions et les conséquences de cette élimination du chômage au point de vue international sont encore incertaines.

A l'échelon national, l'État peut résorber le chômage sans bouleverser les cadres du régime économique existant, en effectuant un transfert autoritaire de revenus (par de grands travaux, par exemple, et une politique financière appropriée) au profit des caisses qui sont victimes de l'adaptation de l'offre à la demande des différents biens par le seul jeu du mécanisme des prix.

Au point de vue international, si les États les plus riches ne permettent pas des transferts internationaux définitifs de richesses sans contre-prestations, l'adaptation de l'offre à la demande sur les marchés internationaux ne paraît pas pouvoir résulter de mouvements de prix provenant de luttes d'hégémonies entre blocs économiques, mais bien plutôt d'une collaboration internationale exclusive de tout esprit de système et de toute tendance à l'hégémonie nationale.

Mais, dans ce dernier cas, se pose le problème de l'activité de référence qui doit être prise

comme activité de base de chaque pays considéré pour ses échanges internationaux : activité antérieure à la guerre, comme le préconise M. le professeur Lescure, ou activité actuelle.

Si l'on exclut la possibilité de transferts définitifs de richesses entre pays, le maintien de l'activité actuelle laisse subsister des différences importantes des standards de vie entre les différents pays, qui ont plus ou moins souffert de la guerre; au contraire, le retour à l'activité d'avant-guerre va à l'encontre des faits et des situations nouvellement acquises.

Ainsi ces deux systèmes semblent détruire la collaboration internationale s'ils ne sont pas atténués par des transferts indirects de richesses : manipulations monétaires, emprunts à très longs termes faits à des conditions extrêmement avantageuses.

Il semble qu'il serait de beaucoup préférable de créer des organismes internationaux capables d'opérer ouvertement des transferts internationaux de richesses, comparables à ceux faits par l'État à l'échelon national par le canal des finances publiques.

Dans ce problème, M. le professeur Lescure ne semble pas prendre parti de façon précise, mais les documents fournis par ses deux récentes études nous permettent de nous élever au-dessus des contingences immédiates et de réagir contre la politique économique à court terme dans laquelle il ne faudrait pas que la France s'engage à nouveau.

C. MIGNET.

* * *

Banque des Règlements internationaux. Rapport annuel (1^{er} avril 1943-31 mars 1944).

La B. R. I. a présenté dans son quatorzième rapport annuel, une étude documentée sur l'évolution récente des monnaies et des finances dans les différents pays, précieuse comme d'habitude par l'étendue de l'information et l'objectivité de l'analyse. Si les statistiques antérieures à l'année 1945 n'ont plus maintenant toute la valeur d'actualité qui s'y attachait lors de la publication, en revanche reste d'actualité l'analyse de nombreuses disparités, entre états et à l'intérieur même de ceux-ci, occasionnées par le fractionnement du monde en zones autarciques et l'intervention croissante des gouvernements. On mesure toutes les difficultés de la recherche d'un nouvel équilibre, il semble, en effet, à l'inverse de l'opinion couramment admise, qu'une économie de guerre avec ses multiples restrictions est à plusieurs égards moins difficile à manier que le mécanisme économique souple et mouvant, générateur de prospérité, qu'exige le temps de paix.

L'examen des prix et des échanges internationaux est fait dans une première partie. Du fait de la guerre, les conditions prévalant dans chaque pays sont affectées d'éléments artificiels tels que l'ampleur des dépenses budgétaires. La vie économique ne dépend plus du volume des placements privés ni de celui des dépenses du public, mais sa tendance, qu'on le veuille ou non, restera conditionnée par la structure des prix. Il s'avère donc nécessaire d'adopter un système cohérent des prix de revient qui constituent un revenu pour les producteurs et des prix de vente, lesquels représentent des frais pour la communauté. Le choix des cours des changes peut exercer une influence décisive sur la tendance des prix des marchandises. Si, en essayant de rétablir la confiance fortement ébranlée en la monnaie, un pays choisissait de maintenir un cours de change vis-à-vis duquel ses prix seraient surfaits, un tel pays, obligé de réduire son pouvoir d'achat monétaire, serait dans l'impossibilité de pratiquer une vaste politique de reconstruction ou d'investissements. Toute politique contradictoire sera appelée à faire faillite.

L'or, est-il constaté dans une deuxième partie, a conservé sa position de fait et les différents plans monétaires lui assignent une fonction importante. Cependant la diversité des opinions par suite d'expériences antérieures et de la situation productrice ou non productrice des états en ce qui le concerne, rendent difficile la découverte d'une solution pratique.

Un autre chapitre est consacré aux grands mouvements de crédits et de capitaux de pays à pays nécessités par le financement de la guerre. La grande innovation a été l'adoption progressive chez les Alliés du principe dit d'aide mutuelle. Il s'agissait d'employer sur place l'effort de guerre des pays, à proximité des fronts, tandis que d'autres pays plus éloignés et aux ressources plus grandes servaient mieux la cause générale en affectant partie de leur production à un « pool » commun. Des tableaux montrent l'accroissement considérable des avoirs en sterling de l'Empire britannique en particulier, de l'Inde et des ressources intérieures des neutres principalement de l'Argentine.

Sont ensuite examinées les méthodes de financement employées dans différents pays : les principaux belligérants, ensuite quatre pays d'Europe sous l'occupation allemande : France, Belgique, Pays-Bas et Danemark. On apprend que le Japon a été le seul pays à financer la guerre exclusivement à long terme à l'inverse de l'Allemagne, dont les quatre cinquièmes des emprunts ont été à court terme avec cette particularité que ce pays s'est abstenu d'émettre des titres matériels, toutes les opérations se faisant au moyen d'inscriptions centralisées. La politique de l'argent à bon marché a partout prévalu et il semble bien improbable qu'elle soit abandonnée de si tôt, sans qu'il soit possible de prédire si le public continuera à remettre un volume considérable d'épargne; son attitude sera sans doute variable d'un pays à un autre. On ne discerne pas sur les marchés de valeur, de ten-

dance générale commune à toutes les parties du monde. Plus la guerre s'est prolongée et plus a varié l'influence qu'elle a exercée sur les bourses. A Londres, à New-York, à Montréal... les cours n'ont pas tendance à s'écarter très sensiblement de ceux d'avant-guerre; ailleurs, les bénéfices de l'industrie ont cessé de constituer le guide principal du capitaliste sollicité principalement par les craintes et les espoirs dans l'évolution monétaire. La crainte de l'inflation a été le facteur déterminant dans les bourses de l'Europe continentale.

Une dernière analyse est consacrée à l'évolution des banques centrales et leurs politiques monétaires, l'historique des banques d'émission de l'Empire français y est en particulier relaté. L'attention est attirée ailleurs sur deux facteurs d'importance considérable qui ont joué sur le montant de la circulation dans les pays européens, à savoir les mouvements de troupes et les modifications territoriales. Dans les pays où l'on dispose de statistiques du revenu national (U. S. A., Grande-Bretagne, Canada, Suède, Suisse), on observe que le rapport des billets en circulation, au revenu national, a peu augmenté. On serait là en présence d'un rapport assez stable, en revanche celui des dépôts bancaires et des billets en circulation a diminué de façon systématique.

PILÉ.

VII

TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ

(COMMUNICATIONS EN SÉANCE, DISCUSSIONS, ETC. — 1945)

- N^{os} 1-2. **Janvier-Février 1945.** — Séance du 20 décembre 1944. — Communication de M. Paul Vincent : « Potentiel d'accroissement d'une population ». — Discussion : MM. Landry, Depoid et Meuvret.
- Séance du 17 janvier 1945. — Discours de M. Leprince-Ringuet, Président sortant. — Discours de M. Max Lazard, nouveau Président. — Communication de M. Vincent Fonsagrivé : « La mortalité infantile en France de 1939 à 1942. » — Discussion : MM. Divisia et Duon.
- Séance du 21 février 1945. — Communication de M. Charles Penglaou : « Financement du commerce extérieur. » — Discussion : MM. Hénou, Ruffieux et Jarry.
- N^{os} 3-4. **Mars-Avril 1945.** — Séance du 21 mars 1945. — Communication de M. Raymond Rivet : « Les statistiques en Grande-Bretagne depuis la guerre ». — Discussion : MM. Leprince-Ringuet, Paul Vincent, Huber, Dayre, Bourdon et Rieul Paisant.
- Séance du 21 avril 1945. — Communication de M. Robert Mossé : « La place de la statistique dans la vie américaine. » — Discussion : MM. Meuvret, Bunle, Baury, Sauvy, Mourre, Rieul Paisant et Leprince-Ringuet.
- N^{os} 5-6. **Mai-Juin 1945.** — Séance du 16 mai 1945. — Communication de M. Léon Dufour : « Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans ». — Discussion : MM. Bertrand, Dalsace, Hénou, Chevry, Leprince-Ringuet, d'Algay, Mouette et Mossé.
- Séance du 29 juin 1945. — Communication de M. le baron Mourre : « Intensité de circulation de la monnaie ». — Discussion : MM. d'Algay, Corréard et Hénou.
- N^{os} 9-10. **Septembre-Octobre 1945.** — Séance du 17 octobre 1945. — Communication de M. Alfred Jarry : « Le salaire normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales? » — Discussion : MM. Guignabaudet, Dayre, Coquet, Pupin, d'Algay, Fréchet.
- N^{os} 11-12. **Novembre-Décembre 1945.** — Séance du 21 novembre 1945. — Communication de M. Pierre Thionet : « L'école moderne de statisticiens italiens » — Discussion : MM. Barriol, Paul Vincent et Bertrand.
- Séance du 19 décembre 1945. — Communication de M. Jean Stoetzel : « Statistique des opinions. » — Discussion : MM. Darmois, Barriol et Bourdon.
-

VIII

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE LXXXVI^e VOLUME (ANNÉE 1945)

A

Accroissement (Potentiel d') d'une population, communication, pp. 3 et 16.
Agricoles (Chronique des statistiques), p. 255.
Annuaire des statistiques du travail, bibliographie, p. 238.

B

Banque des règlements internationaux (Rapport 1943-1944 de la), bibliographie, p. 278.
Bilans (Recherche de normes et représentations graphiques en matière de), communication, pp. 98 et 149.
Bibliographies. — Théorie des opinions, p. 41. — Les probabilités associées à un système d'événements compatibles et indépendants (2^e partie), p. 46. — Moheau et les origines de la démographie en France au XVIII^e siècle, p. 192. — Annuaire des statistiques du travail, p. 238. — L'ordre social, p. 239. — A la recherche d'une discipline économique. Économie pure et rendement social. Prolégomènes à la reconstruction économique du monde, p. 270. — Cours de statistique appliquée aux affaires, tome III, p. 275. — Après la paix, la reconstruction économique. Guerre et crises économiques face au chômage, p. 277. — Rapport 1943-1944 de la B. R. I., p. 278.

C

Chronique de démographie, p. 219.
Chronique des statistiques agricoles, p. 255.
Chronique des statistiques bancaires et des questions monétaires, p. 177.
Chronique des statistiques des finances publiques, p. 76.
Chronique des salaires, pp. 130 et 172.
Circulation (Vitesse de) de la monnaie, communication, pp. 99 et 163.
Commerce extérieur (Financement du), communication, pp. 16 et 195.
Cours des changes (Parité des pouvoirs d'achat et), variété, p. 227.
Cours de statistique appliquée aux affaires, tome III, p. 275.

D

Déficients mentaux (L'urbanisation contemporaine et l'accroissement du nombre des) communication, p. 59.
Démographie (Chronique de), p. 219.
Détermination (Essai de) du stock optimum, variété, p. 99.
Discipline économique (A la recherche d'une), bibliographie, p. 270.

E

École (L') moderne des statisticiens italiens, communication, pp. 242 et 245.
Économie pure et rendement social, bibliographie, p. 270.
Économique (A la recherche d'une discipline), bibliographie, p. 270.
Enseignement de la statistique dans les Facultés, correspondance, p. 237.
Essai de détermination du stock optimum, variété, p. 99.
Essai sur le foisonnement des stocks dans l'économie concurrentielle, variété, p. 122.
États-Unis (La statistique aux), communication, pp. 51 et 213.
Étude statistique des tendances en littérature, variété, p. 260.

F

Financement du commerce extérieur, communication, pp. 16 et 195.
Finances publiques (Chronique des statistiques des), p. 76.
Foisonnement des stocks (Essai sur le) dans l'économie concurrentielle, variété, p. 122.

G

Grande-Bretagne (Les statistiques en) depuis la guerre, communication, pp. 50 et 68.
Guerre et crises économiques face au chômage, bibliographie, p. 277.

I

Indice (Valeur calculée de l') des actions industrielles françaises, variété, p. 40.
Intensité de circulation de la monnaie, communication, pp. 99 et 163.
Italiens (L'école moderne de statisticiens), communication, pp. 242 et 245.

L

Littérature (Étude statistique des tendances en), variété, p. 260.

M

Moheau et les origines de la démographie en France au XVIII^e siècle, p. 192.

Monnaie (Vitesse de circulation de la), communication, pp. 99 et 163.

Mortalité (La) infantile en France de 1939 à 1942, communication, p. 14.

N

Nécrologies. — Voir Société de Statistique de Paris.

Normes (Recherche de) et représentations graphiques en matière de bilans, communication, pp. 98 et 149.

O

Opinions (Théorie des), bibliographie, p. 41.

Ordre social (L'), bibliographie, p. 239.

P

Parité des pouvoirs d'achat et cours des changes, variété, p. 227.

Place (La) de la statistique dans la vie américaine, communication, pp. 51 et 212.

Potentiel d'accroissement d'une population, communication, pp. 3 et 16.

Pouvoirs d'achat (Parité des) et cours des changes, variété, p. 227.

Probabilités (Les) associées à un système d'événements compatibles et dépendants (2^e partie), bibliographie, p. 46.

Prolégomènes à la reconstruction économique du monde, bibliographie, p. 270.

Q

Questions monétaires (Chronique des statistiques bancaires et des), p. 177.

R

Rapport 1943-1944 de la B. R. I., bibliographie, p. 278.

Rapport de la Commission des Fonds et Archives, p. 57.

Rapport du Trésorier sur les comptes de 1944 et sur le projet de budget de 1945, p. 52.

Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, communication, pp. 98 et 149.

Recherche (A la) d'une discipline économique, bibliographie, p. 270.

Reconstruction (La) économique, bibliographie, p. 277.

Rendement social (Économie pure et), bibliographie, p. 270.

S

Salaires (Chronique des), pp. 130 et 172.

Salairé (Le) normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales? communication, p. 195.

Société de Statistique de Paris. — Membres titulaires (à titre personnel) : M^{lle} Apchié, MM. René Arnaud, Auburtin, Bérard, Ivan Bertrand, M^e Bourdet, MM. Bourget, Calvat, Chauveau, Chevalier, Duchez, M^{lle} Dufrénoy, MM. Grammont, Guignabaudet, Guilbaud, Guillet, Pierre Henry, Lefèvre, Lejeune, Mainot, André Marchal, Jean Marchal, Henri Martin, Maurel, Monney, Moreau, Robert Mossé, Mothes, Pilliet, Rémercy, Rucklin, Sanner, Sassi, Solente, Truptil, Voraz, Wenger. — Membres titulaires (Sociétés et organismes collectifs) : Centre d'études « Économie et Humanisme », Compagnie d'Assurances générales contre les Accidents, Société française de défense et d'expansion économique. — Membres décédés : MM. Émile Bernard, Gustave Bertin, Léon Bzourowski, Jean Capitant, René Carmille, Joseph Charuit, Auguste Cloud, Robert Collin, Charles Gacogne, Roger Guérin, Maurice Halbwachs, Georges Lamarque, Georges Lemoine, Jules Mény, Victor Poinceau, Camille Raynal, Antoine Roux, Félix Sartiaux, Georges Valois, Louis de Vilmorin. — Article nécrologique : M. René Carmille, p. 145. — Procès-verbaux des séances : Communications de M. le Secrétaire général, pp. 2, 14, 15, 50, 51, 98, 99, 194, 242 et 244. — Attribution du prix Mercet, p. 2. — Renouvellement du Conseil pour 1945 : résultats des élections, p. 3. — Discours de M. Leprince-Ringuet, Président sortant, p. 4. — Discours de M. Max Lazard, Président pour 1945, p. 6. — Remise d'une plaquette à M. de Chasseloup-Laubat, membre de la Société depuis cinquante ans, p. 14. — Renouvellement du Conseil pour 1946 : propositions du Conseil, p. 242; résultats des élections, p. 245. — Augmentation du montant des cotisations, p. 244.

Statistiques agricoles (Chronique des), p. 255.

Statistique (Cours de) appliquée aux affaires, tome III, p. 274.

Statistiques bancaires (Chronique des) et des questions monétaires, p. 177.

Statistique (La place de la) dans la vie américaine, communication, pp. 51 et 212.

Statistiques (Chronique des) des finances publiques, p. 76.
Statistiques (Les) en Grande-Bretagne depuis la guerre, communication, pp. 50 et 68.
Statistiques (Les) officielles et semi-officielles en Syrie, au Liban et en Palestine, variété, p. 233.
Stocks (Essai sur le foisonnement des) dans l'économie concurrentielle, variété, p. 122.
Stock optimum (Essai de détermination du), variété, p. 99.

T

Tendances en littérature (Étude statistique des), variété, p. 260.
Théorie des opinions, bibliographie, p. 41.

U

Urbanisation (L') contemporaine et l'accroissement du nombre des déficients mentaux, communication, p. 59.

V

Valeur calculée de l'indice des actions industrielles françaises, variété, p. 40.
Vitesse de circulation de la monnaie, communication, pp. 99 et 163.

IX

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS
ET PERSONNES CITÉES DANS LE LXXXVI^e VOLUME (ANNÉE 1945)

A

AFTALION. — Cité, p. 206.
ALGAY (D^r). — *Observations* sur les communications de MM. Léon Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, p. 98; Mourre : Vitesse de circulation de la monnaie, p. 99; Jarry : Le salaire normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales? p. 195.
ALLAIS. — Ouvrages analysés, p. 270. — Cité, p. 194.
ALPORT. — Cité, p. 44.
AMY. — Cité, p. 5.
ANDERSON. — Cité, pp. 201 et 205.
ANDRADE. — Cité, p. 47.
APCHIE (M^{lle}). — Membre titulaire, pp. 242 et 243.
AUBURTIN. — Membre titulaire, pp. 194 et 241.
AUGÉ-LARIBÉ. — Chronique des statistiques agricoles, p. 255.

B

BALÓGH. — Cité, p. 196.
BARDET. — *Observations* sur la communication de M. Decugis : L'urbanisation moderne et l'accroissement du nombre des déficients mentaux, p. 67. — Cité, pp. 5 et 9.
BARRIOL. — *Observations* sur les communications de MM. Thionet : L'école moderne de statisticiens italiens, p. 242; Stoetzel : Statistique des opinions, p. 245. — Cité, pp. 6, 7 et 194.
BATICLE. — *Bibliographie* : Les probabilités associées à un système d'événements compatibles et dépendants (tome II), p. 46. — Nommé membre du Conseil, pp. 242 et 245. — Cité, pp. 47 et 244.
BAUDIN. — Cité, p. 212.
BAUBY. — *Observations* sur la communication de M. Mossé : La statistique aux États-Unis, pp. 51 et 217.
BELGODÈRE. — Cité, p. 194.
BÉRARD. — Membre titulaire, pp. 97 et 98.
BERNARD (Émile). — Décédé, p. 243.
BERTIN. — Décédé, p. 50.
BERTIN (Maurice). — Membre titulaire, p. 243.
BERTRAND (Ivan). — Membre titulaire, pp. 242 et 243.
BERTRAND (Louis). — *Variété* : Valeur calculée de l'indice des actions industrielles françaises, p. 40. — *Observations* sur les communications de MM. Léon Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, p. 98; Thionet : L'école moderne de statisticiens italiens, p. 242.

- BISTAQUE.** — Réélu Trésorier-Archiviste, p. 3. — *Rapport* du Trésorier, pp. 15 et 52.
BLOT. — *Chronique* des statistiques des finances publiques, p. 76.
BONFERRONI. — Cité, pp. 248 et 254.
BOREL (Émile). — Cité, p. 3.
BORN, (Max). — Cité, p. 11 et 12.
BOURDEL (M^e). — Membre titulaire, p. 99.
BOURDON. — *Observations* sur les communications de MM. Rivet : La statistique en Angleterre depuis la guerre, pp. 50 et 76 ; Stoetzel : Statistique des opinions, p. 245.
BOURGEOIS (Jean). — *Bibliographie* : Théorie des opinions, p. 41.
BOURGEOIS (Léon). — Cité, p. 6.
BOURGET. — Membre titulaire, p. 99.
BOURNIER. — Cité, p. 73.
BOVERAT. — *Observations* sur la communication de M. Decugis : L'urbanisation moderne et l'accroissement des dégénérés mentaux, p. 64.
BRENIER. — Cité, p. 14.
BROCHIER. — Décédé, p. 49.
BRODY. — Cité, p. 270.
BRUNETIÈRE. — Cité, pp. 260 et 270.
BUNLE. — *Observations* sur les communications de MM. Rivet : La statistique en Angleterre depuis la guerre, p. 73 ; Mossé : La statistique aux États-Unis, pp. 51 et 216. — *Lettre* sur l'enseignement de la statistique, p. 236. — Cité, p. 6.
BZOUROWSKI. — Décédé, p. 241.

C

- CALVAT.** — Membre titulaire, pp. 49 et 51.
CAMPION. — Cité, p. 68 et suiv.
CAPITANT. — Décédé, p. 193.
CARMILLE. — Élu membre du Conseil, p. 3. — Décédé, p. 97. — Article nécrologique, p. 145. — Cité, p. 226.
CASSEL. — Cité, p. 207.
CAUBOE. — *Chronique* des statistiques bancaires et des questions monétaires, p. 177. Centre d'Études « Économie et Humanisme ». — Membre titulaire, p. 14.
CHAPELON. — Cité, p. 100.
CHARUIT. — Décédé, p. 241.
CHASSELOUP-LAUBAT (de). — Reçoit une plaquette commémorant le 50^e anniversaire de son admission, p. 14.
CHAUVEAU. — Membre titulaire, pp. 194 et 241.
CHEVALIER. — Membre titulaire, pp. 242 et 243.
CHEVRY. — *Bibliographie* : L'ordre social, p. 239. — *Observations* sur la communication de M. Léon-Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, p. 98. — Nommé membre du Conseil, pp. 242 et 245.
CHISINI. — Cité, p. 248.
CISBANL. — Cité, pp. 248 et 253.
CLOUD. — Décédé, p. 243.
COLLIN (Robert). — Décédé, p. 50.
COLSON. — Cité, p. 217.
Compagnie d'Assurances générales contre les Accidents. — Membre titulaire, p. 242.
Compagnie d'Assurances « La Populaire ». — Membre titulaire, p. 2.
COMTE (Auguste). — Cité, p. 9.
COQUET. — *Observations* sur la communication de M. Jarry : Le salaire normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales?, p. 195.
CORREARD. — *Observations* sur la communication de M. Mourre : Vitesse de circulation de la monnaie, pp. 99 et 171.
COURTIN. — Cité, pp. 197 et 210.
CRAMER (H.). — Cité, p. 270.

D

- DALSACE.** — *Observations* sur la communication de M. Léon Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, pp. 98 et 160.
DARMOIS. — *Observations* sur la communication de M. Stoetzel : Statistique des opinions, p. 245. — Cité, pp. 216 et 244.
DAVENPORT. — Cité, p. 61.
DAYRE. — *Variété* : Essai sur le foisonnement des stocks dans l'économie concurrentielle, p. 122. — *Observations* sur les communications de MM. Rivet : La statistique en Angleterre depuis la guerre, pp. 50 et 75 ; Jarry : Le salaire normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales?, p. 195. — Cité, pp. 100, 117 et 119.
DECHESNE. — Cité, pp. 211 et 212.

- DECUGIS.** — *Communication* : L'urbanisation moderne et l'accroissement des dégénérés mentaux, p. 59. — *Observations* sur la communication de M. Mourre : Vitesse de circulation de la monnaie, p. 170.
- DELAPORTE (Pierre).** — Réélu membre du Conseil, p. 3. — Cité, p. 14.
- DELAPORTE (René).** — Cité, p. 4.
- DEMONFERRAND.** — Cité, p. 33.
- DEPOID.** — *Observations* sur la communication de M. Paul Vincent : Potentiel d'accroissement d'une population, pp. 3 et 39. — Réélu Secrétaire général, p. 3. — Cité, pp. 5, 30 et 33.
- DIVISIA.** — *Observations* sur la communication de M. Fonsagrivé : La mortalité infantile en France de 1939 à 1942, p. 14. — Cité, p. 271.
- DONNER.** — Cité, p. 39.
- DOR.** — Cité, pp. 240 et 242.
- DUCHEZ (Edmond).** — Membre titulaire, pp. 194 et 241.
- DUFRENOY (Jean).** — Réélu Membre du Conseil, p. 3. — Proposé comme Vice-Président, p. 242. — Élu Vice-Président, p. 245.
- DUFRENOY (M^{lle} Marie-Louise).** — *Variété* : Étude statistique des tendances en littérature, p. 260. — Membre titulaire, pp. 51 et 97.
- DUNKEL.** — Cité, pp. 247 et 252.
- DUON.** — *Observations* sur la communication de M. Fonsagrivé : La mortalité infantile en France de 1939 à 1942, p. 14.
- DURKHEIM.** — Cité, p. 9.
- DUVAL-FLEURY.** — Cité, p. 2.

E

- EGGENBERGER.** — Cité, p. 47.
- EXPILLY.** — Cité, p. 33.
- EZEKIEL.** — Cité, p. 217.

F

- FAURE (Fernand).** — Cité, pp. 7 et 217.
- FEIS.** — Cité, p. 202.
- FELLER (W.).** — Cité, p. 270.
- FINETTI (DE).** — Cité, pp. 47 et 248.
- FISHER (Irving).** — Cité, pp. 166 et 271.
- FONSAGRIVÉ.** — *Communication* : La mortalité infantile en France de 1939 à 1942, p. 14.
- FONTAINE (Arthur).** — Cité, p. 6.
- FOREST.** — Cité, p. 14.
- FOURASTIÉ.** — Cité, p. 244.
- FRASER.** — Cité, pp. 202 et 205.
- FRÉCHET.** — *Observations* sur la communication de M. Jarry : Le salaire normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales?, p. 195. — Ouvrage analysé, p. 46. — Élu Vice-Président, p. 3. — Cité, pp. 3 et 194.
- FRED (E. B.).** — Cité, pp. 261 et 270.
- FRESSANGES-DUBOST.** — Cité, p. 4.

G

- GAILLARD.** — Décédé, p. 1. — Cité, p. 4.
- GALTON.** — Cité, p. 10.
- GALVANI.** — Cité, p. 253.
- GASC.** — *Chronique* de démographie, p. 218.
- GIDE.** — Cité, pp. 163 et suiv.
- GIGLIO.** — Cité, p. 248.
- GINI.** — Cité, pp. 245 et suiv.
- GIRARD (Max).** — Décédé, p. 13. — Cité, p. 4.
- GONNARD.** — Cité, p. 192.
- GRAMMONT.** — Membre titulaire, pp. 194 et 242.
- GUÉRIN.** — Décédé, p. 50.
- GUIGNABAUDET.** — *Observations* sur la communication de M. Jarry : Le salaire normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales?, p. 195. — Membre titulaire, p. 99. — Cité, p. 194.
- GUILBAUD.** — Membre titulaire, pp. 194 et 242.
- GUILLET.** — Membre titulaire, pp. 174 et 242.
- GUMBEL.** — Cité, p. 46 et 48.

H

- HAAG.** — Cité, p. 47.
- HALBWACHS.** — Décédé, p. 51. — Cité, p. 10.
- HAMMARSKJOLD.** — Cité, p. 208.
- HANCOCK.** — Cité, p. 270.
- HARBULOT.** — Cité, p. 4.

- HARDIN.** — Cité, p. 262.
HAZEMANN. — *Observations* sur la communication de M. Decugis : L'urbanisation moderne et l'accroissement des dégénérés mentaux, p. 65.
HENON. — *Rapport* de la Commission des Fonds et Archives, pp. 15 et 57. — *Observations* sur les communications de MM. Penglaou : Financement du commerce extérieur, pp. 16 et 212; Léon-Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, pp. 98 et 161; Mourre : Vitesse de circulation de la monnaie, p. 99. — Réélu membre du Conseil, p. 3. — Cité, pp. 5, 14 et 275.
HENRY (Pierre). — Membre titulaire, pp. 13 et 15.
HOLLAND (R. H.). — Cité, p. 270.
HOSTELET. — Cité, p. 250.
HOSTINSKY. — Cité, p. 47.
HUBER. — *Bibliographie* : Annuaire des statistiques du travail 1943-1944, p. 238. — *Observations* sur la communication de M. Rivet : La statistique en Angleterre depuis la guerre, pp. 50 et 75. — Ouvrage analysé, p. 275. — Cité, pp. 5, 148, 194, 244 et 245.

I

- ISLEY.** — Cité, pp. 200 et 205.
ISTEL. — Cité, p. 210.

J

- JACKSON.** — Cité, p. 250.
JACOB. — Décédé, p. 15.
JACQUIER-BRUÈRE. — Cité, p. 195.
JARRY. — *Communication* : Le salaire normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales? p. 195. — *Observations* sur la communication de M. Penglaou : Financement du commerce extérieur, p. 16.
JONES (S. P.). — Cité, p. 261.
JORDAN (Ch.). — Cité, p. 47.
JORDON (H. W.). — Cité, p. 264.

K

- KEYNES.** — Cité, pp. 196 et suiv., 212.
KOSTITZIN. — Cité, p. 270.

L

- LACROIX** (Henri). — Cité, p. 226.
LACROIX (Max). — Cité, p. 51.
LAMARQUE. — Décédé, p. 193.
LANDRY. — *Observations* sur la communication de M. Paul Vincent : Potentiel d'accroissement d'une population, pp. 3 et 37. — Cité, p. 50.
LANGEVIN. — Cité, p. 12 et 13.
LANSON. — Cité, p. 260.
LAPLACE. — Cité, p. 12.
LAVOISIER. — Cité, p. 33.
LAZARD (Max). — Élu Président pour 1945, p. 3. — Discours en prenant la présidence, p. 6. — Cité, p. 5.
LECOUR-GRANDMAISON. — Cité, p. 167.
LEFÈVRE. — Membre titulaire, pp. 1 et 13.
LEHOULIER. — *Chronique* des salaires : Le mouvement des salaires en France depuis 1938, pp. 130 et 172.
LEJEUNE. — Membre titulaire, pp. 194 et 242.
LEMOINE. — Décédé, p. 51.
LENOIR. — Cité, p. 216.
LÉON-DUFOUR. — *Communication* : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, pp. 98 et 149.
LEPERCQ. — Cité, p. 4.
LEPRINCE-RINGUET. — *Discours* en quittant la présidence, p. 4. — *Observations* sur les communications de MM. Rivet : La statistique en Angleterre depuis la guerre, pp. 50 et 75; Mossé : La statistique aux États-Unis, pp. 51 et 217; Léo Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, p. 98. — Cité, p. 7.
LESCURE. — *Variété* : Parité des pouvoirs d'achat et cours des changes, p. 226. — *Lettre* sur l'enseignement de la statistique, p. 236. — Ouvrages analysés, p. 277. — Cité, p. 194.
LETINIER. — Cité, pp. 5, 164 et suiv.
LEVASSEUR. — Cité, p. 33.
LÉVY-BRUHL. — Cité, p. 9.
LHOMME (Jean). — Membre titulaire, p. 243.

LICKERT. — Cité, p. 42.
LIESSE. — Cité, p. 4.
LINES. — Cité, p. 47.
LOTKA. — Cité, pp. 16 et 270.

M

MAC KENNA. — Cité, p. 212.
MAINOT. — Membre titulaire, pp. 242 et 243.
MALET. — Membre titulaire, p. 243.
MALLEZ. — Cité, p. 4.
MARBE. — Cité, p. 47.
MARCH. — Cité, pp. 7 et 217.
MARCHAL (André). — Membre titulaire, pp. 1 et 13.
MARCHAL (Jean). — Membre titulaire, pp. 49 et 51. — Lauréat du prix Mercet, p. 2. — Cité, p. 5.
MARIE. — *Nécrologie* : René Carmille, p. 145.
MARKOFF. — Cité, p. 47.
MARTIN (Henri). — Membre titulaire, p. 99.
MARTIN (Marcel). — Ouvrage analysé, p. 192. — Cité, p. 3.
MARTINO. — Cité, p. 261.
MASSÉ. — Cité, p. 5.
MAUREL. — Membre titulaire, pp. 49 et 51.
MAURIAC. — Cité, pp. 167 et 212.
MENY. — Décédé, p. 243.
MERCIER (Ernest). — Cité, pp. 202 et 205.
MESNARD. — *Observations* sur les communications de MM. Léon-Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, p. 161; Penglaou : Financement du commerce extérieur, p. 212 (erratum, p. 245).
MEUVRET. — *Observations* sur les communications de MM. Paul Vincent : Potentiel d'accroissement d'une population, pp. 3 et 39; Mossé : La statistique aux États-Unis, pp. 51 et 216. — Cité, p. 5.
MIGNET. — *Bibliographie* : Après la paix, la révolution économique. Guerre et crises économiques face au chômage, p. 277.
MITZAKIS. — Cité, pp. 51 et 194.
MOHEAU. — Cité, pp. 33 et 192.
MONNEY. — Membre titulaire, pp. 97 et 98.
MONTESQUIEU. — Cité, p. 260.
MONTET. — Cité, p. 244.
MONTMORT (DE). — Cité, p. 47.
MOREAU. — Membre titulaire, pp. 14 et 15.
MORET. — Cité, p. 65.
MORICE. — Réélu Membre du Conseil, p. 3. — Cité, pp. 14 et 72.
MORNET. — Cité, p. 261.
MOSSE (Robert). — Membre titulaire, pp. 49 et 51. — *Communication* : La statistique aux États-Unis, pp. 51 et 212. — *Observations* sur la communication de M. Léon-Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, p. 98.
MOTHES. — Membre titulaire, pp. 194 et 242.
MOUETTE. — *Observations* sur la communication de M. Léon-Dufour : Recherche de normes et représentations graphiques en matière de bilans, pp. 98 et 160.
MOURRE (Baron). — *Communication* : Vitesse de circulation de la monnaie, pp. 99 et 163. — *Observations* sur la communication de M. Mossé : La statistique aux États-Unis, pp. 51 et 217. — Réélu Vice-Président, p. 3. — Nommé Président pour 1946, pp. 242 et 245.

N

NEWTON. — Cité, p. 13.
NOYELLE. — Cité, p. 207.

O

OUALID. — Cité, p. 4.

P

PARETO. — Cité, pp. 271 et suiv.
PASCAL. — Cité, p. 260.
PATART (Georges). — Décédé, p. 1. — Cité, p. 4.
PEARSON (K.). — Cité, p. 46.
PENGLAOU. — *Communication* : Financement du commerce extérieur, pp. 16 et 195. — Cité, pp. 4, 7 et 178.
PERSONS (W. M.). — Cité, p. 167.
PIETRA. — Cité, pp. 246 et suiv.

- PILÉ.** — *Bibliographie* : Rapport 1943-1944 de la Banque des règlements internationaux, p. 278.
PILLIET. — Membre titulaire, p. 99. — Cité, p. 194.
PIROU. — Cité, p. 246.
PIZZETTI. — Cité, pp. 248 et 254.
POINSOT. — Décédé, p. 51.
POLYA. — Cité, p. 47.
PRÉVOST (Abbé). — Cité, p. 270.
PUPIN. — *Observations* sur la communication de M. Jarry : Le salaire normal de subsistance pourrait-il servir d'unité de monnaie de compte dans les relations internationales? p. 195.

Q

- QUETELET.** — Cité, p. 12.

R

- RAYNAL.** — Décédé, p. 193.
REED (H. S.). — Cité, p. 270.
REMERY. — Membre titulaire, pp. 2 et 13.
RICARD. — Cité, p. 4.
RICHARD. — Cité, p. 242.
RIEDMATTEN (DE). — *Observations* sur la communication de M. Decugis : L'urbanisation moderne et l'accroissement des dégénérés mentaux, p. 65. — Cité, pp. 99 et 244.
RIEUL PAISANT. — *Observations* sur les communications de MM. Rivet : La statistique en Angleterre depuis la guerre, pp. 50 et 76; Mossé : La statistique aux États-Unis, pp. 51 et 217.
RISSER. — Nommé Membre du Conseil, pp. 242 et 245. — Cité, p. 48.
RIYET. — *Communication* : La statistique en Angleterre depuis la guerre, pp. 50 et 68. — *Bibliographie* : Cours de statistique appliquée aux affaires (tome III), p. 275.
ROBERTS. — Cité, p. 74.
ROBERTSON (T. B.). — Cité, pp. 262 et 270.
ROSENFELD. — *Variété* : Les statistiques officielles et semi-officielles en Syrie, au Liban et en Palestine, p. 232. — Cité, pp. 242 et 244.
ROUX (Antoine). — Décédé, p. 193.
ROY. — Réelu Membre du Conseil, p. 3.
RUCKLIN. — Membre titulaire, p. 99.
RUEFF. — Ouvrage analysé, p. 239. — Cité, pp. 163 et suiv., 194 et 212.
RUFFI DE PONTÈVES (DE). — Cité, p. 4.
RUFFIEUX. — *Observations* sur la communication de M. Penglaou : Financement du commerce extérieur, pp. 16 et 212.

S

- SANNER.** — Membre titulaire, pp. 13 et 15.
SARTIAUX. — Décédé, p. 241.
SASSI. — Membre titulaire, pp. 194 et 242.
SATET. — Cité, p. 245.
SAUVY. — Réelu Vice-Président, p. 3. — *Observations* sur la communication de M. Mossé : La statistique aux États-Unis, p. 51.
SAVORGNAN. — Cité, p. 247.
SCHUMPETER. — Cité, p. 166.
SIMIAND. — Cité, p. 9.
Société française de défense et d'expansion économique. — Membre titulaire, p. 242.
SOLENTÉ. — Membre titulaire, p. 98.
STOETZEL. — *Communication* : Statistique des opinions, p. 244. — Ouvrage analysé, p. 41.

T

- TAMIYA (H.).** — Cité, p. 270.
THIONET. — *Communication* : L'école moderne de statisticiens italiens, pp. 242 et 245. — *Variété* : Essai de détermination du stock optimum, p. 99. — *Bibliographie* : A la recherche d'une discipline économique, p. 270. — Cité, pp. 122 et 244.
THURSTONE. — Cité, p. 42.
TRAVERS-BORGSTROEM. — Cité, p. 187.
TRIP. — Cité, p. 212.
TROCMÉ. — Membre titulaire, p. 243.
TRUCHY. — *Rapport* sur le prix Mercet, p. 2.
TRUPTIL. — Membre titulaire, pp. 242 et 243.
TSCHUPROW. — Cité, p. 47.

U

- ULMER.** — Cité, p. 73.

V

VALOIS. — Décédé, p. 243.

VARLEZ. — Cité, p. 6.

VENDRYES. — Cité, p. 10.

VILMORIN (Louis DE). — Décédé, p. 243.

VINCENT (Paul). — *Communication* : Potentiel d'accroissement d'une population, pp. 3 et 16. — *Bibliographie* : Moheau et les origines de la démographie en France au XVIII^e siècle, p. 192. — *Observations* sur les communications de MM. Rivet : La statistique en Angleterre depuis la guerre, p. 50; Decugis : L'urbanisation moderne et l'accroissement des dégénérés mentaux, p. 65; Thionet : L'école moderne de statisticiens italiens, pp. 242 et 245. — Cité, p. 5.

VORAZ. — Membre titulaire, p. 98.

W

WENGER. — Membre titulaire, pp. 194 et 242. — Cité, p. 494.

WHITE. — Cité, pp. 200 et 204.

WILSON (E. B.). — Cité, pp. 264 et 270.

WILSON (P. W.). — Cité, pp. 261 et 270.

WOLD (H.). — Cité, p. 270.

WORCESTER (J.). — Cité, pp. 264 et 270.

WURMSER. — Membre titulaire, p. 1.

Y

YULE (Udny). — Cité, p. 216.

YUTANG (Lin). — Cité, p. 65.

Z

ZAPPA. — Cité, p. 253.

Le Gérant : R. WALTHER.
